

SORT DU COMPLEXE SIDÉRURGIQUE D'EL HADJAR

Le flou total

Le sort du complexe sidérurgique d'El Hadjar est-il déjà scellé ou non ? Le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement n'a pas voulu hier se prononcer.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Maintenant le suspense, Amara Benyounès a réfuté toutes les «rumeurs» à propos de l'éventuelle renationalisation du complexe, détenu actuellement par le leader mondial ArcelorMittal. Selon le ministre du Développement industriel, toute décision relative à ce complexe relève strictement du Conseil des participations de l'Etat (CPE), présidé par le Premier ministre.

Par ailleurs, Amar Benyounès qui est secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA) a signifié clairement son respect de la cohésion gouvernementale, réfutant tacitement toute remise en cause de la règle 49/51 régissant l'investissement étranger même si son parti a longtemps plaidé pour.

D'autre part, Amara Benyounès a également assuré que la politique industrielle impulsée notamment par son prédécesseur, Chérif Rahmani, ne sera pas remise en cause, en dépit de quelques «changements dans la démarche...».

Par ailleurs le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement rencontrera aujourd'hui les partenaires socio-économiques.

Nommé à ce département depuis mercredi dernier, Amara Benyounès abordera avec ses hôtes (UGTA, associations patronales des secteurs public et privé...) les problématiques du développement industriel, l'encouragement de l'investissement et du partenariat, sous toutes ses formes (partenariat public-privé, public-public, public-étranger, privé, étranger).

Ce qui s'incrit, relève M. Benyounès qui a présidé hier la cérémonie de création d'une société commune algéro-espagnole dans le domaine de l'industrie mécanique, dans le cadre de la «concertation permanente». Voire, dans le contexte du «partenariat vital» entre les pouvoirs publics et les organisations patronales, le gouvernement accordant la priorité au développement industriel, rappelle-t-il.

Mais aussi à l'investissement étranger, concrétisé cette fois-ci par la création d'une joint-venture entre l'entreprise publique Sofare, filiale du groupe public ENTMP et la firme espagnole Europactor.

Basée à Aïn Smara (Constantine), sur le site de l'EPE Sofare, la nouvelle société commune Europactor - Algérie SPA possède un capital social initial de 1 million d'euros, détenu à 60% par Sofare et à 40% par Europactor. Vouée à la fabrication de rouleaux compacteurs et autres matériels de travaux publics, cette joint-venture devra produire une gamme de 6 types de rouleaux compacteurs mono et

double bille, de 3 à 20 tonnes, d'une valeur de 3 milliards de dinars par an. La production dont 75% sont destinés à la consommation domestique (la vente et après-vente étant assurés par le réseau commercial de l'ENTMP) et 25% à l'exportation (par le biais



Suspense autour de l'avenir du complexe d'El Hadjar.

double bille, de 3 à 20 tonnes, d'une valeur de 3 milliards de dinars par an. La production dont 75% sont destinés à la consommation domestique (la vente et après-vente étant assurés par le réseau commercial de l'ENTMP) et 25% à l'exportation (par le biais

du réseau commercial international d'Europactor), passera de 110 engins la première année à 460 engins la quatrième année.

Estimé à 400 millions de dinars dont 100 millions de dinars à titre d'engagements spécifiques durant les trois premières années,

le coût d'investissement devra évoluer à 500 millions de dinars dont 200 millions de dinars à titre d'investissements spécifiques dès la quatrième année.

Estimé à 21% la première année, le taux d'intégration passera à plus de 50% à la quatrième année, avec la motorisation des engins par la nouvelle gamme de moteurs refroidis à eau, provenant de l'Entreprise de fabrication de moteurs EMO de Oued Hamimime (Constantine). Notons également la création de 250 emplois dont 150 indirects.

Un partenariat voulu «gagnant-gagnant», un signe de l'encouragement des autorités espagnoles à l'investissement espagnol et le partenariat bilatéral, dira par ailleurs l'ambassadeur du Royaume d'Espagne en Algérie, M. Busquets, qui indique que l'Espagne est devenue, durant le premier semestre 2013, le premier client et le troisième fournisseur de l'Algérie.

C. B.

TÉLÉPHONIE MOBILE DE 3^e GÉNÉRATION 3G+

Les offres de trois opérateurs déposées et acceptées formellement

Les trois opérateurs de téléphonie mobile ont déposé hier au siège de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) des offres techniques et financières pour l'attribution de trois licences de téléphonie mobile de troisième génération 3G+ et ces offres ont été acceptées dans la forme.

Lors d'une séance publique, en la présence notable de la nouvelle ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Derdouri, et des premiers managers des trois opérateurs, les plis des offres des trois opérateurs, et selon l'ordre de dépôt, Algérie Télécom-Mobilis, Wataniya Télécom Algérie (Nedjma-Ooredoo) et Orascom Télécom Algérie (WTA-Djezzy) ont été ouverts par les membres de la commission d'appel à la concurrence. Ces plis ont été en effet ouverts et leurs contenus inventoriés et

examinés selon leur conformité avec la liste des documents demandés dans le cadre de l'appel à la concurrence, lancé le 1er août dernier par l'ARPT pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de 3G+.

A l'issue de la séance, les offres des trois opérateurs ont été acceptées dans la forme, en attendant qu'elles soient traitées et évaluées à huis-clos, durant un mois. Ainsi, le 15 octobre 2013, la commission d'appel à concurrence annoncera l'attribution provisoire des trois licences aux trois opérateurs mobiles.

Précisons dans ce contexte que, conformément à la réglementation en vigueur (le décret exécutif n°01-124 du 9 mai 2001), l'évaluation des offres s'effectuera selon des critères définis dans le règlement d'appel à la concurrence et d'ordre technique et financier. Plus précisément, l'offre technique est notée sur 1600 points maximum et l'offre financière sur 400 points maximum.

En rappelant que les trois opérateurs intéressés avaient retiré, le 15 août dernier, et dans l'ordre OTA, Mobilis et Nedjma, les cahiers des charges liés à cet appel, leurs dirigeants se sont montrés, en particulier le directeur général de Nedjma, Joseph Ged, et le président-directeur général de Mobilis, Saad Damma, confiants, satisfaits quant à la concrétisation du processus de lancement de la 3G+, voire promettant de «grosses surprises».

Néanmoins, le président exécutif de Djezzy, Vincenzo Nesci s'est montré rétif à tout commentaire, estimant également inopportun de se prononcer sur le règlement des litiges financiers impliquant son entreprise, même s'il a laissé entendre que ce règlement, la solution, interviendra prochainement.

Un règlement attendu qui ne semble pas avoir impacté négativement quant à l'éligibilité de Nedjma à cet appel à la concurrence.

C. B.

DES MILLIONS DE SOUSCRIPTEURS AUX LOGEMENTS AADL

Début des inscriptions aujourd'hui

Le coup d'envoi pour la souscription au nouveau programme de logement de type location-vente AADL sera donné aujourd'hui. Tant attendue par des milliers d'Algériens, l'inscription se déroulera sur le site mis en place par la Direction générale de l'AADL. 230 000 logements sont à acquérir.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La souscription au nouveau programme de logement AADL est enfin possible. L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) ouvre son portail web à partir de ce matin aux nombreux candidats.

Exit les files d'attente pour la souscription au programme de logement location-vente.

C'est uniquement sur le site web «www.inscription.aadl.dz» que les citoyens pourront s'inscrire pour l'acquisition d'un logement location-vente de type

AADL. La formule, souligne l'AADL, concerne toutes les catégories de personnes répondant aux conditions d'éligibilité.

L'Agence explique que «chaque demande de souscription recevra un numéro d'enregistrement et un mot de passe spécifique qui s'afficheront sur le formulaire d'enregistrement et reportés sur l'accusé de réception.

Ces coordonnées resteront comme un lien pour la réponse à donner aux citoyens ou pour une demande d'information complémentaire». L'AADL avertit, cepen-

dant, que «les informations fournies par les souscripteurs feront l'objet de vérifications systématiques et que toute fausse déclaration entraînera l'annulation systématique de la demande de souscription et exposera son auteur à des poursuites pénales».

Les vérifications de l'AADL porteront notamment sur les pièces suivantes : le relevé des émoluments, le numéro de Sécurité sociale, le document prouvant la retraite, le certificat de résidence, l'attestation de revenu pour les non-salariés ainsi que sur le fichier du logement et de l'aide de l'Etat.

Les logements location-vente sont destinés aux cadres moyens dont le salaire ne dépasse pas 6 fois le SNMG soit 108 000 DA et ne pouvant bénéficier d'un loge-



Finies les files d'attente devant l'agence AADL.

ment social ou d'un logement public promotionnel (LPP). Le ministère de l'Habitat compte, à cet effet, publier au cours de la

semaine un communiqué détaillé sur toutes les conditions et modalités de souscription.

S. A.